

23/10/2023

Lukas Macek,  
Chef du Centre Grande Europe  
Chercheur, Europe centrale et  
orientale

BLOG  
— POST

# Une victoire à la Pyrrhus des « illibéraux » ouvre la voie à un réengagement européen de la Pologne



© Adrian Gryczuk

Le parti Droit et Justice (PiS) de Jarosław Kaczyński réussit l'exploit de gagner les élections législatives pour la troisième fois consécutive, mais il se retrouve sans alliés qui puissent lui permettre de composer une coalition gouvernementale viable. À l'inverse, si la Coalition civique (KO) de Donald Tusk n'arrive qu'en deuxième position, elle ne devrait avoir aucun mal à s'allier avec deux autres listes, la Troisième voie (TD) et la Nouvelle gauche (NL) qui partagent avec elle la volonté d'écartier le PiS du pouvoir. Ensemble, ces trois forces politiques disposent d'une majorité confortable au Sejm et d'une majorité écrasante au Sénat.

Toutefois, les marges de manœuvre de la nouvelle majorité seront réduites par l'emprise persistante du PiS sur certains contre-pouvoirs et par le poids important que le parti de Jarosław Kaczyński garde dans le pays, alors que la nouvelle coalition devra se montrer en mesure de dépasser sa relative hétérogénéité politique.

Le PiS paie au plus fort sa stratégie radicale et agressive. La très forte mobilisation des électeurs – se traduisant par une participation record – a bénéficié à l'opposition.

Les législatives polonaises confirment la relative stabilité de la scène politique polonaise, tout en traduisant un certain nombre d'évolutions notables. Elles mettent en évidence quelques parallèles avec des évolutions observées dans d'autres pays d'Europe centrale, tout en marquant des spécificités – notamment par rapport à la Hongrie, à laquelle la Pologne a souvent été associée ces huit dernières années.

Le prochain gouvernement devrait être en mesure de sortir la Pologne du bras de fer qui l'oppose à l'Union européenne et réengager le pays dans une dynamique européenne positive qui, aux antipodes de la volonté de reconfiguration radicale du projet européen portée par le PiS, se traduira par une posture constructive. Les législatives polonaises du 15 octobre 2023 signent ainsi un affaiblissement majeur pour le camp « illibéral » en Europe et montrent que l'érosion démocratique reste un processus réversible.

L'issue des élections législatives en Pologne du 15 octobre dernier est finalement plus claire que prévu. En effet, les sondages<sup>1</sup> indiquaient la probabilité d'un résultat serré entre deux blocs : d'un côté, le parti Droit et Justice (Prawo i Sprawiedliwość, PiS) et la Confédération Liberté et Indépendance (Konfederacja Wolność i Niepodległość, KWiN). De l'autre, les trois listes représentant l'opposition pro-européenne et libéral-démocrate : la Coalition civique (Koalicja Obywatelska, KO) menée par Donald Tusk, la coalition Troisième voie (Trzecia Droga, TD) et la Nouvelle gauche (Nowa Lewica, NL). Or, le rapport de forces révélé par les élections a finalement été de 53,7% pour ce trio contre 42,6% pour le PiS et la KWiN, avec le PiS ne devançant la KO que de 4,7 points. La probable future coalition gouvernementale dispose de 248 sièges sur 460<sup>2</sup>. L'échec du PiS est encore plus net au Sénat, où le bloc KO-TD-NL totalise 65 sièges (sur 100), contre 35 pour le PiS et 0 pour la KWiN. Enfin, le [référendum aux quatre questions très suggestives](#), organisé en même temps que les élections parlementaires, s'est aussi soldé par un échec pour le PiS qui en a été l'instigateur : il a été invalidé par une participation inférieure à 50% (40,91%), signant ainsi le succès de la stratégie de boycott prônée par l'opposition.

## I • Une alternance a priori acquise, mais limitée

Par conséquent, sauf coup de théâtre<sup>3</sup>, l'alternance politique en Pologne est acquise. Mais elle ne sera ni immédiate, ni simple, ni totale. En effet, la nouvelle majorité devra composer avec le président Andrzej Duda, issu du PiS, qui pourra d'abord retarder l'entrée en fonction du nouveau gouvernement<sup>4</sup> et ensuite lui mener la vie dure, car à la différence des autres pays du groupe de Visegrád, la Constitution polonaise dote le Pré-

1 Deux mois avant les élections, les [sondages](#) donnaient les deux blocs à 49 : 49, avec une avance de 7 points pour le PiS devant la KO. Un mois plus tard, c'était 48 : 47 au profit de la KWiN et le PiS, avec 9 points d'avance de ce dernier sur la KO. Au 1er octobre, les sondages suggéraient un retournement à l'avantage de KO et ses alliés potentiels (50 : 47), mais même un tel résultat ne garantissait pas forcément une victoire en nombre de sièges, puisque la méthode d'Hondt, utilisée par le système électoral polonais, pénalise lors de la répartition des sièges les listes ayant obtenu des scores plus faibles.

2 Contre 212 pour l'opposition (194 pour le PiS et 18 pour la KWiN). Elle dispose donc d'une majorité confortable (+18), sans toutefois atteindre la majorité nécessaire pour renverser le veto présidentiel ou pour amender la constitution (276 voix). Par ailleurs un accord entre les trois listes reste nécessaire, la KO et la TD ne disposant ensemble que de 222 sièges (-9).

3 Le Président de la République peut offrir à un représentant du PiS la première tentative de constituer un gouvernement : le PiS pourrait alors se maintenir au pouvoir en s'alliant à la KWiN et en « débauchant » 19 députés parmi ceux qui ont été élus sur l'une des trois listes d'opposition. La cible la plus probable serait le Parti populaire polonais (27 députés). Mais ce dernier [exclut catégoriquement](#) une coalition avec le PiS. Et d'ailleurs la KWiN a également annoncé qu'elle ne souhaitait s'allier à aucun des deux blocs.

4 La Constitution stipule que le Président dispose de 30 jours pour convoquer la première session du Sejm (art. 109.2) et ensuite de 14 jours pour nommer le Premier ministre et le gouvernement, lequel ensuite dispose à son tour de 14 jours pour demander la confiance au Sejm (art. 154). S'il ne l'obtient pas, c'est au Sejm de nommer un nouveau Premier ministre. Il est donc possible que Donald Tusk doive attendre jusqu'au 12 décembre environ.

sident de la République de pouvoirs importants, à l'instar du veto législatif<sup>5</sup>. Au-delà du contre-pouvoir présidentiel, la nouvelle majorité devra faire face à un appareil d'État, à un système judiciaire et à un paysage médiatique qui ont été fortement influencés par les huit années du PiS au pouvoir.

Par ailleurs, elle devra aussi gérer ses inévitables tensions internes, puisqu'elle réunit des forces politiques s'étalant du centre droit à la gauche : en termes d'affiliation politique européenne, la nouvelle coalition polonaise s'étend du PPE aux Verts, en passant par Renew Europe et les S&D. Et elle regroupe des députés issus de pas moins de dix partis politiques, certes pour certains alliés de longue date (cf. le tableau 1). Toutefois, la nouvelle coalition peut s'appuyer sur un dénominateur commun : une attitude positive à l'égard du projet européen et la volonté de défendre l'État de droit.

Enfin, cette majorité relativement hétéroclite fera face à l'opposition dure et puissante du PiS qui sera à l'affût de la moindre dissension au sein de la coalition. En effet, le parti de Jarosław Kaczyński, fort de ses 194 députés<sup>6</sup> et de son statut de la première force politique du pays, peut se prévaloir d'être l'unique parti polonais, depuis 1989, à avoir réussi à remporter trois élections d'affilé, et ceci malgré huit ans au pouvoir. Même si cette troisième victoire restera très probablement synonyme du retour dans l'opposition.

## II • Les causes d'une victoire à la Pyrrhus

La stratégie jusqu'au-boutiste et radicale que le PiS a adoptée, tant dans sa pratique gouvernementale que lors de la campagne électorale, est sans doute la cause principale de cette victoire à la Pyrrhus. Jarosław Kaczyński, l'homme fort et le stratège du PiS, a opté pour une stratégie inspirée davantage par [Zbigniew Ziobro](#), partisan d'une ligne dure, que par [Mateusz Morawiecki](#), réputé plus modéré. Pourtant, la guerre en Ukraine et le rôle unanimement salué de la Pologne dans la réaction européenne ont donné au PiS l'opportunité de se « dédiaboliser » et d'augmenter son potentiel de coalition, tant au niveau national qu'europpéen, à l'instar de Giorgia Meloni et à l'inverse de Viktor Orbán. Or, si des signaux en ce sens ont pu être perçus du côté polonais à l'été 2022, avec l'esquisse des concessions au sujet de la réforme de la Justice (ce qui a permis à la Commission et au Conseil de [valider le plan de relance polonais](#)), cette dynamique [s'est vite enlisée](#), la Commission ayant constaté dans son rapport sur l'État de droit en 2023 qu'aucun progrès n'avait été enregistré concernant 6 recommandations sur 7 qu'elle avait faites en 2022<sup>7</sup>. Quant à la campagne électorale, le PiS a tout misé sur une forte polarisation et [une campagne très négative ciblant notamment Donald Tusk](#), en espérant arriver ainsi à mobiliser son électorat et à atteindre la majorité absolue comme en 2015 (avec 37,6%) et 2019 (avec 43,6%).

5 En Pologne, pour écarter le veto présidentiel il faut réunir une majorité de trois cinquième au Sejm, alors qu'en République tchèque et en Slovaquie seule une majorité absolue des membres de la chambre basse est requise.

6 Même si là aussi, il y a une certaine diversité interne entre notamment le PiS lui-même d'un côté (157 députés) et la Pologne souveraine (18 députés). Il est communément attendu que la lutte pour la succession de Jarosław Kaczyński se déroule entre le premier ministre sortant [Mateusz Morawiecki](#) et son ministre de la Justice, [Zbigniew Ziobro](#), [président de la Pologne souveraine](#). Ce dernier apparaît comme [nettement plus radical, notamment dans ses attitudes à l'égard de l'UE](#).

7 Cf. le rapport sur l'État de droit 2023 de la Commission européenne, p. 46, [https://commission.europa.eu/system/files/2023-07/48\\_1\\_52627\\_coun\\_chap\\_poland\\_en.pdf](https://commission.europa.eu/system/files/2023-07/48_1_52627_coun_chap_poland_en.pdf)

Or, cette stratégie n'a pas fonctionné : le score du PiS se situe à peine au-dessus de 35% (-8,2 points et -411.081 voix par rapport à 2019), avec une avance sur la KO moins forte que prévu<sup>8</sup>, sans que ce résultat relativement décevant se traduise par un bon score de la KWiN, le seul allié potentiel, certes peu commode, mais envisageable. Pire, cette stratégie a réduit à néant le potentiel de coalition du PiS en direction de tous les autres partis. La tentative de transformer ces élections [en un référendum sur le retour de Donald Tusk](#), en comptant sur le souvenir de [son impopularité au moment où il quittait le poste de premier ministre](#), semble avoir provoqué un résultat contraire aux intérêts du PiS : un renforcement significatif des autres listes, certes concurrentes de la KO, mais prêtes à s'allier à cette dernière au nom du souhait partagé de priver le PiS d'un troisième mandat consécutif à la tête du pays.

Le PiS a été pénalisé par un autre facteur, qui par ailleurs représente, en soi, une bonne nouvelle quant à la santé de la démocratie polonaise : la participation. Jamais dans l'histoire de la Pologne depuis la chute du communisme une élection n'a attiré autant d'électeurs (cf. le graphique 1) : 74,4%, alors que les élections historiques de 1989 n'ont fait déplacer que 62,7% d'électeurs et le 2<sup>nd</sup> tour de l'élection présidentielle de 1995 – qui opposaient Lech Walesa et Aleksander Kwaśniewski – 68,2%. Cette mobilisation sans précédent a visiblement bénéficié aux listes d'opposition, atteignant des sommets dans les grandes villes, leurs bastions traditionnels : 84,92% à Varsovie, 81,95% à Cracovie, 79,28% à Łódź, 81,16% à Wrocław, 82,92% à Poznan, 81,5% à Gdansk...

### III • Des dynamiques polonaises et centre-européennes

Ces élections ont également confirmé la relative stabilité de la politique polonaise qui tranche avec ce que le pays a connu avant 2005, les premières années, la toute nouvelle démocratie polonaise a en effet été marquée par une succession rapide d'ascensions et de chutes<sup>9</sup>. Les partis qui se partagent la première et la deuxième place sont les mêmes pour la 6<sup>e</sup> fois consécutive (cf. le graphique n° 2)<sup>10</sup>. Toutefois, si le PiS et la PO gardent incontestablement leur emprise sur la vie politique polonaise, les élections de 2023 traduisent aussi quelques évolutions significatives.

Ainsi, la PO poursuit un glissement vers le centre au point qu'on pourrait se demander si elle est désormais plus proche de sa famille politique européenne actuelle, le PPE, ou plutôt des centristes du Renew Europe. Sur le plan économique et social, il y a un effort évident de rompre avec l'image antisociale et ultralibérale associée par une partie de l'électorat aux gouvernements de Donald Tusk des années 2007-2014. Le leader de la KO a également décidé d'imposer une ligne plus libérale sur les questions de société, notamment [sur le droit à l'avortement](#) ou encore [sur les sujets LGBT](#).

<sup>8</sup> Une avance de 4,7 point, alors que les sondages de ces derniers mois indiquaient un écart oscillant la plupart du temps entre 6 et 10 points.

<sup>9</sup> À titre d'exemples : l'Action électorale de Solidarnosc (AWS) a gagné les élections de 1997 avec 33,8% pour se retrouver sans aucun député élu en 2001, avec 5,6%. La SLD a gagné en 2001 avec 41%, mais son score en 2005 est de 11,3%. Autre exemple emblématique : Lech Walesa gagne le 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle avec 40% (et le 2<sup>nd</sup> tour avec 74,25%) en 1990 ; il perd de justesse en 1995 et au 1<sup>er</sup> tour de l'élection de 2000 il ne recueille que 1,01%...

<sup>10</sup> 2005 (victoire du PiS), 2007 (victoire de la PO), 2011 (idem), 2015 (victoire du PiS), 2019 (idem), 2023 (victoire de la PO).

Cette évolution, ainsi qu'une certaine fatigue face à l'interminable match Kaczyński vs. Tusk, a favorisé le renforcement d'une force politique alternative au centre-droit : la coalition associant le très ancien Parti populaire polonais au tout nouveau parti Pologne 2050 de Szymon Hołownia, ancien journaliste et le « troisième homme » de l'élection présidentielle de 2020. Si le PSL seul a obtenu 8,55% en 2019, cette année sa coalition avec la Pologne 2050 obtient 14,4%. Ce bon résultat – supérieur à ce que les sondages indiquaient depuis que cette alliance a été scellée en avril 2023 – est dû notamment au fait que cette liste proposait une alternative modérée aux électeurs conservateurs inquiets par la radicalisation du PiS, mais peu enclins à voter pour Donald Tusk.

À l'extrême droite, la KWiN confirme son implantation, mais sans percer davantage, malgré les sondages qui pendant assez longtemps suggéraient un score autour de 10%. Finalement, la KWiN obtient 7,16% (+0,35 point par rapport à 2019). Ce parti – ou plutôt cet agglomérat de petits partis mélangeant le monarchisme, le libertarianisme et le nationalisme – a donc réussi à garder un espace à droite du PiS, à l'instar du mouvement Kukiz'15 en 2015-2019 ou de la Ligue des familles polonaises avant 2007.

Les législatives polonaises de 2023 illustrent également certaines spécificités de la vie politique d'Europe centrale. Tout d'abord, la difficulté à tourner la page des premières années de la période post-communiste, avec une forte longévité des figures tutélaires, malgré les lourdes défaites qu'elles ont pu enregistrer au fil des élections, et la difficulté des nouvelles générations à faire émerger de nouveaux dirigeants qui puissent s'imposer au plus haut niveau<sup>11</sup>. Le cas polonais est particulièrement éloquent, tant la vie politique y est dominée par un duel interminable entre Donald Tusk et Jarosław Kaczyński. Et si le résultat notamment de la TD indique une certaine lassitude de l'électorat face à ce duel, force est de reconnaître que le pari de la principale force de l'opposition sur le retour de Donald Tusk s'est avéré payant.

Autre trait phénomène récurrent en Europe centrale : la nécessité de bâtir des coalitions larges et politiquement peu cohérentes pour faire face aux forces politiques qui cherchent à rompre avec le consensus libéral-démocrate et pro-européen. C'est le cas par exemple aujourd'hui en République tchèque, avec une coalition gouvernementale à cinq partis allant du centre-droit au centre-gauche, pour écarter du pouvoir Andrej Babiš et son mouvement ANO. En Hongrie, cette même stratégie a été tentée en 2022 : sans succès, car à la différence du PiS en Pologne ou d'ANO en République tchèque, le Fidesz de Viktor Orbán a réussi à obtenir à nouveau une majorité absolue. En effet, plusieurs ingrédients qui viennent de contribuer au succès de Donald Tusk, ont manqué à Péter Márki-Zay, le leader de l'opposition hongroise en 2022, notamment l'expérience et le positionnement plutôt central par rapport aux autres composantes de l'opposition. Cela dit, l'opposition hongroise évolue dans un contexte nettement plus défavorable que ses homologues polonais, slovaque ou tchèque, qu'il s'agisse de [l'accès aux médias publics, du pluralisme des médias](#) ou encore du système électoral. Ce dernier constitue un facteur particulièrement important : en Pologne la configuration en trois listes différentes, rivales, mais prêtes à s'allier, a indubitablement contribué à la victoire de l'opposition<sup>12</sup>. Or, l'opposition hongroise n'a pas eu le choix : une liste unique, aussi large

<sup>11</sup> Citons la figure de Robert Fico en Slovaquie, celle de Viktor Orbán en Hongrie. La République tchèque a également mis beaucoup de temps à tourner la page de l'ère dominée par Václav Klaus et Miloš Zeman.

<sup>12</sup> Par ailleurs, opter pour cette configuration n'était pas excessivement risqué, sauf peut-être pour la TD, pour qui le seuil de 8% aurait pu éventuellement représenter un danger.

que hétéroclite, était l'unique option envisageable face à [un système électoral en apparence proportionnel, mais aux effets majoritaires très marqués](#).

#### IV • La Pologne de retour en Europe ?

Le renvoi presque certain du PiS dans l'opposition signe un changement majeur pour la Pologne et pour l'Union européenne. Ce qui ne veut pas dire une absence totale de continuité : malgré la profonde polarisation et le déchaînement des passions observées pendant la campagne – [Jarosław Kaczyński a traité Donald Tusk de « personnification du mal »](#), la KO a utilisé des [affiches avec le visage de Jarosław Kaczyński accompagné du slogan « Je suis la menace »](#) – il y a des éléments de consensus sur la scène politique polonaise, davantage que dans les autres pays du groupe de Visegrad. À commencer par le soutien à l'Ukraine et la condamnation sans réserve de l'agression russe. La guerre en Ukraine a été un des thèmes clivants utilisés lors des législatives hongroises en 2022, lors de la présidentielle tchèque en 2023 et encore davantage lors des récentes législatives slovaques. Ce n'était pas le cas en Pologne, à l'exception des polémiques, plutôt marginales et nourries surtout par la KWiN, au sujet des prestations sociales pour les réfugiés ukrainiens. Il en va de même pour l'attachement à l'OTAN et à l'alliance avec les États-Unis, ou encore pour l'ambition d'asseoir la Pologne comme une puissance militaire incontournable en Europe.

En revanche, la polarisation reprend ses droits dès qu'il s'agit de l'Union européenne. Le PiS n'a jamais caché son ambition de réorienter radicalement le projet européen<sup>13</sup>, tout en menant une [transformation « illibérale » de la Pologne](#), au prix d'un [bras de fer avec l'Union autour notamment de la question de l'État de droit](#). Le PiS n'a pas hésité à manier un discours « anti-Bruxelles » très similaire à celui de Viktor Orbán, en suggérant par exemple, avec la 4<sup>e</sup> question du référendum accompagnant les législatives, que « la bureaucratie européenne » impose à la Pologne l'arrivée des « milliers d'immigrés illégaux ». De l'autre côté, Donald Tusk et ses alliés affichent une volonté claire de réengagement européen, avec notamment la promesse de terminer le bras de fer autour du système judiciaire<sup>14</sup>. Toutefois, la mise en œuvre de cette promesse – et de beaucoup d'autres – ne sera pas si simple, à cause des contre-pouvoirs qui restent entre les mains du PiS. Le nouveau gouvernement devra aussi – en tout cas s'il souhaite rester à la hauteur de ses engagements et clore au plus vite les litiges qui opposent aujourd'hui la Pologne aux institutions de l'UE – veiller à maintenir ses efforts à libérer l'État de l'emprise du PiS dans les limites imposées précisément par le respect des principes de l'État de droit. De plus, Donald Tusk devra certainement veiller à ne pas prêter le flanc trop facilement aux attaques du PiS – dans le prolongement de la campagne électorale – visant à le dépeindre comme quelqu'un qui défend davantage les intérêts de l'Allemagne et de « Bruxelles » que ceux de la Pologne. Ses marges de manœuvres dans les futures négociations européennes sur des sujets tels que la réforme institutionnelle, la mise en œuvre du Green Deal, la politique migratoire ou le cadre financier risquent donc d'être étroites.

<sup>13</sup> Cf. par exemple le discours de Mateusz Morawiecki à l'Université de Heidelberg : <https://legrandcontinent.eu/fr/2023/03/26/le-projet-europeen-de-la-pologne/>

<sup>14</sup> Parmi les « [100 engagements pour les 100 premiers jours au gouvernement](#) » figure notamment le suivant : « Nous libérerons les tribunaux de toute influence politique. Nous mettrons en œuvre les arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne et de la Cour européenne des droits de l'homme concernant la garantie de l'indépendance des tribunaux et des juges. »

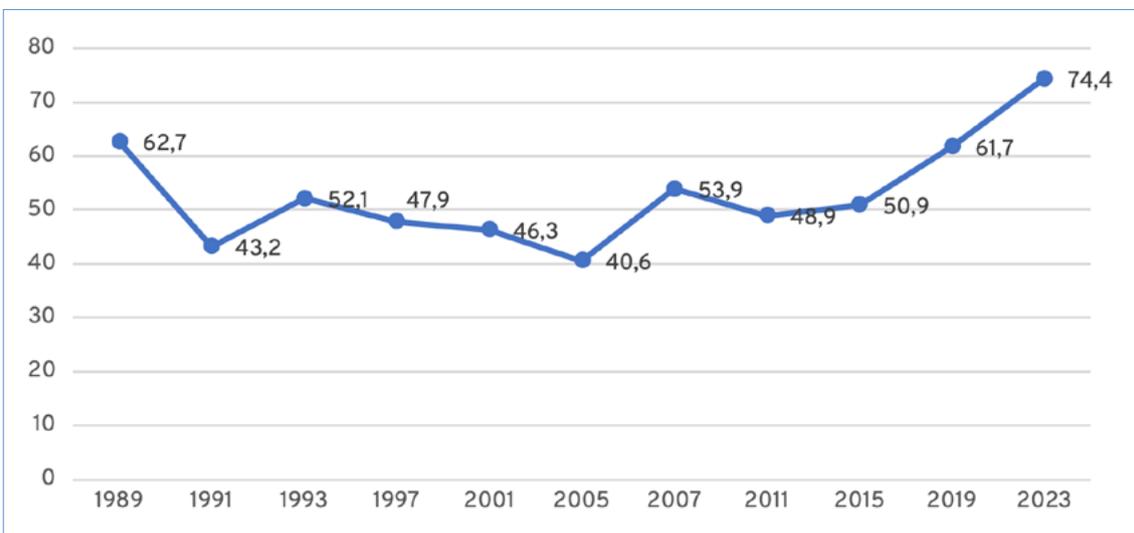
Cela dit, et c'est le message clé de ces élections, une nette majorité d'électeurs polonais ont affirmé leur volonté de quitter le camp « illibéral » et eurosceptique dur. Par conséquent, la Pologne est sur le point d'abandonner la posture d'un État membre qui cherche à renverser la table européenne ou, à défaut de pouvoir y arriver, qui essayait de tout bloquer. Elle retrouve la volonté d'être un partenaire constructif, capable de faire des compromis. Elle va certainement rechercher un réengagement positif avec ses partenaires européens, à commencer par la France et l'Allemagne. Et, last but not least: elle montre que même après huit années d'un gouvernement « illibéral » l'alternance politique reste possible. L'érosion démocratique n'est pas un processus irréversible.

**TABLEAU 1.**

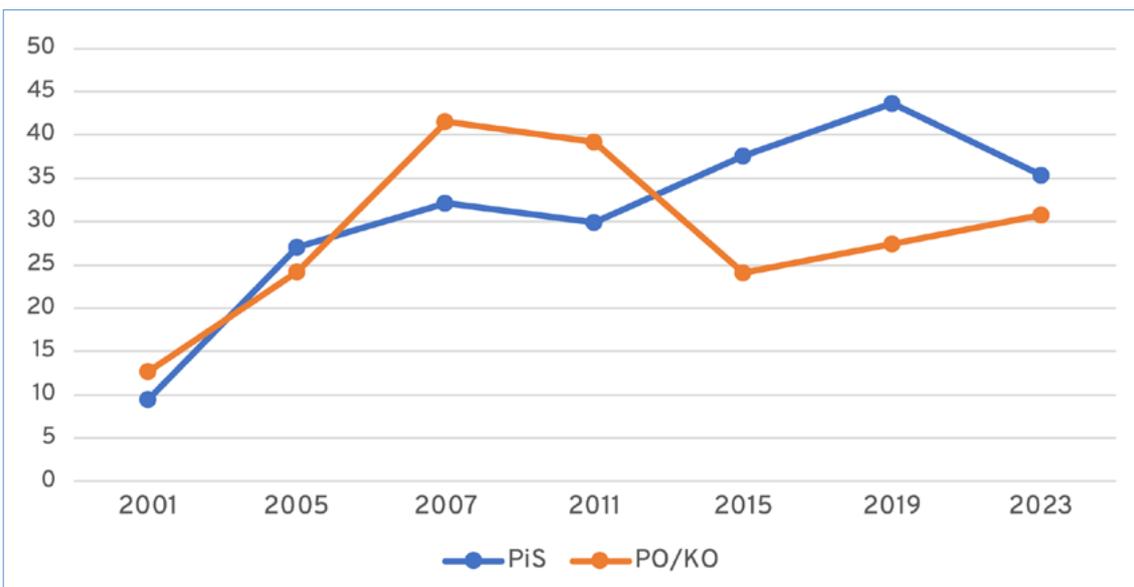
| Nom officiel de la liste<br>(en français)  | Parti (en polonais/français)                                  | % de voix | Nombre de sièges |     | Affiliation (réelle ou potentielle) au sein du Parlement européen |
|--|---|-----------|------------------|-----|---|
|  |   |           |                  |     |   |
| Liste Droit et Justice   | Prawo i Sprawiedliwość / Droit et Justice                     | 35,38     | 157              | 194 | ECR   |
|  | Suwerenna Polska / Pologne souveraine                         |           | 18               |     | ECR   |
|  | Partia Republikańska / Parti républicain                      |           | 4                |     | ECR   |
|  | Kukiz15   |           | 2                |     | ?   |
|  | sans étiquette  |           | 13               |     | ?   |
| Liste de la coalition civique Plateforme civique.<br>Moderne Initiative polonaise Verts      | Platforma Obywatelska / Plateforme civique                    | 30,7      | 122              | 157 | PPE   |
|  | .Nowoczesna / .Moderne  |           | 6                |     | Renew   |
|  | Inicjatywa Polska / Initiative polonaise                      |           | 3                |     | S&D   |
|  | Zieloni / Les Verts   |           | 3                |     | Verts   |
|  | Agrounia TAK / Agrounion OUI                                  |           | 1                |     | ?   |
|  | sans étiquette  |           | 22               |     | ?   |
| Liste de la coalition Troisième voie Pologne 2050 Szymona Hołowni - Parti populaire polonais | Polska 2050 Szymona Hołowni / Pologne 2050 de Szymon Hołownia | 14,4      | 31               | 65  | Renew   |
|  | Polskie Stronnictwo Ludowe / Parti populaire polonais         |           | 27               |     | PPE   |
|  | Centrum dla Polski / Centre pour la Pologne                   |           | 3                |     | PPE   |
|  | sans étiquette  |           | 4                |     | ?   |
| Liste Nouvelle Gauche  | Nowa Lewica / Nouvelle Gauche                                 | 8,61      | 19               | 26  | S&D   |
|  | Lewica Razem / Gauche ensemble                                |           | 7                |     | S&D ou Verts?   |

|  |  |      |   |    |                        |
|--|--|------|---|----|------------------------|
| Liste<br>Confédération<br>liberté et<br>indépendance | Konfederacja Wolność i<br>Niepodległość / Confédération<br>Liberté et Indépendance | 7,16 | 7 | 18 | ID ou non<br>inscrits? |
|  | Nowa Nadzieja / Nouvel Espoir  |      | 6 |    | ID ou non<br>inscrits? |
|  | Konfederacja Korony Polskiej /<br>Confédération de la couronne<br>polonaise        |      | 2 |    | ID ou non<br>inscrits? |
|  | sans étiquette   |      | 3 |    | ?                      |

**GRAPHIQUE 1.** Taux de participation aux élections législatives (Sejm) en Pologne de 1989 à 2023



**GRAPHIQUE 2.** Résultats électoraux (Sejm) du PiS et de la PO/KO



Directeur de la publication: Sylvie Matelly • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © Institut Jacques Delors

**Institut Jacques Delors**

Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken  
18 rue de Londres 75009 Paris, France • [www.delorsinstitute.eu](http://www.delorsinstitute.eu)  
T +33 (0)1 44 58 97 97 • [info@delorsinstitute.eu](mailto:info@delorsinstitute.eu)

